



Revue de Civilisation Contemporaine de l'Université de Bretagne Occidentale
EUROPES / AMÉRIQUES
<http://www.univ-brest.fr/amnis/>

Suspension du droit et rétrécissement du politique : apothéose de l'État planétaire

Jesús Cuenca De la Rosa.

Euskal-Herriko Unibertsitatea – Université du Pays Basque

ffpcudej@vc.ehu.es

Date de publication : septembre 2003

...les États-Unis défendront toujours fermement les principes non négociables de la dignité humaine : la primauté du droit, la limitation de la puissance de l'État, le respect des femmes, la propriété privée, la liberté d'expression, la justice pour tous, et la tolérance religieuse.

Discours de George W. Bush sur l'état de l'Union, 29 janvier 2002

Pas plus que l'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, pas plus on ne saurait juger une période de bouleversements sur sa conscience d'elle-même.

Marx, *Préface à une Contribution à la Critique de l'économie politique.*

Introduction

Il est toujours difficile de déchiffrer subjectivement une époque, de savoir comment une société se saisit en elle-même et dans le monde, vers où elle va, ce qu'elle ignore... Si le travail des historiens et des économistes nous aide à mieux comprendre des moments et des lieux du monde où les hommes s'approprient des moyens de production suffisants pour franchir de nouvelles étapes dans leur millénaire conquête de l'existence, ce sont surtout leurs formes d'organisation politique qui nous apprennent ce que signifie subjectivement pour eux, à travers leurs justifications artistiques, littéraires, philosophiques, l'accord provisoire (équilibre entre le sentiment et la raison) qu'ils signent avec leur société. Aujourd'hui, l'intelligentsia néolibérale (journalistes, économistes, politiques) s'ingénie à nous montrer que l'espace occidental est, malgré quelques *problèmes*, un havre de paix et de progrès en plein épanouissement :

Nous avons joué un rôle positif. Depuis la création de CNN, la guerre froide a cessé, les conflits en Amérique Centrale ont pris fin, c'est la paix en Afrique du Sud, etc.... Les gens voient bien que c'est idiot de faire la guerre. Or personne ne veut avoir l'air stupide. Avec

*CNN, l'information circule dans le monde entier et personne ne veut ressembler à un débile. Donc ils font la paix, parce que c'est malin*¹.

Le libéralisme n'a plus d'adversaire à sa taille et se refait une jeunesse pour repartir d'un pied nouveau vers un voyage dans l'avenir largement ouvert. Bien entendu, il y a des obstacles, des exceptions qui contrebalancent cette vision linéairement enchantée d'elle-même : les éternels ennemis de la société, les pessimistes qui dénoncent cette vie en rose du paradis néolibéral comme un monde monstrueux et absurde, ne débouchant que sur du néant, sur la souffrance et la misère d'une large majorité des individus peuplant la planète ici et maintenant, en chair et en os. Ce constat est généralement réfuté en termes définitifs : il en a été et il en sera toujours ainsi ; c'est la nature humaine, c'est la nature du monde et de la vie qui le veulent ainsi. À moins qu'on en appelle à des civilisations disparues, la grecque ou la romaine surtout, pour expliquer un monde d'ordre et de cohérence que, disparu à jamais, on a décidé de restaurer avec un éclat neuf et de manière plus durable.

L'État-providence qui était né comme une réponse du monde capitaliste aux inconnues engendrées par la révolution soviétique² et son indéniable séduction auprès des masses prolétaires du monde est attaqué partout. Rien d'étonnant à ce que, la catastrophe planétaire du *socialisme réel* ayant laissé la place libre au capitalisme, les porte-parole de sa version néolibérale s'empressent d'exhorter l'opinion publique au retour à des formes plus classiques de fonctionnement, se débarrassant au plus vite du lourd fardeau des systèmes étendus de protection sociale et de la pratique des politiques de réduction des inégalités³. À la toute-puissante formule du parti-État des pays socialistes, opposée à la non moins puissante de l'État-capital, succède aujourd'hui le paradigme d'État-planétaire à l'américaine soumis à une dynamique double qui le dépossède par le haut de son initiative d'intervention⁴ et le fragmente par le bas, par le biais d'une soi-disant démocratie directe émanant du marché. Incapable de contrôler de puissantes forces de l'ombre (économie immergée, mafias, trafics...), inapte à répondre

¹ Interview de Ted Turner, *Arte*, 1997 (Cf. www.ac-dijon.fr/pedago/ses/pedago/Cptrendus/mondial1.htm).

² Première révolution *antidémocratique* de l'histoire du monde (signalé par Rosa Luxembourg), la révolution d'Octobre s'est en réalité faite contre le régime issu de celle de Février, qu'elle a aboli. Est-elle vraiment héritière des trois révolutions classiques du XVII-XVIII^e siècle, l'anglaise, l'américaine et la française, qui supposent refus du pouvoir absolu (donc de l'arbitraire juridique, fiscal ou autre), égalité de tous devant la loi, instauration d'institutions représentatives fondées sur la libre opinion, ou encore respect des droits tels que la présomption d'innocence, l'abolition de la torture et de la censure, le remplacement de la croyance aveugle par des arguments rationnels, etc. ? Quoi qu'il en soit, après la disparition du socialisme soviétique mis en place par la Révolution d'octobre, on a vu s'installer le mythe de l'économie libérale salvatrice du monde. Qui veut s'implanter à échelle mondiale minant les frontières de tous les régimes et de tous les systèmes. Néanmoins, cette hégémonie planétaire du « laissez faire » n'a pas arrangé grand-chose, la pénurie s'accroît et de nouveaux fléaux ont fait apparition : le chômage de masse, la confrontation entre des populations installées sur la richesse insolente et l'abondance de biens de consommation et d'autres privées du minimum vital, exigible pour survivre, les brimades contre toute forme de dissidence, les crises... Crise politique qui frappe les États-nations confrontés aux puissances économiques supranationales et aux revendications infranationales. Crise morale, des croyances qui ont été au fondement de la société moderne (la raison, la science, la liberté individuelle). Crise aussi de toutes les formes d'organisation sociale.

³ Le charme de l'équilibre budgétaire qui touche tellement les politiciens et propagateurs du capitalisme le plus pur n'est même pas entamé par les énormes déficits des dépenses militaires : il n'y a que les sommes *englouties* en éducation ou en santé publique qui les secoue sans relâche.

⁴ Sauf en défense, police et justice où pour les plus radicaux il ne faudrait pas d'intervention du tout, car même ces secteurs essentiels devraient s'intégrer dans l'économie de marché, l'initiative doit être aux mains des particuliers, dûment garantie par la force. L'État n'est pas responsable du bien-être des citoyens, la société civile est là pour ça, affirment-ils qui ne renoncent pas à se servir de l'appareil de l'État quand la société civile s'oppose à leur politique.

aux attentes diffuses de l'opinion publique et à agir sur un environnement opaque, l'État américain, redoutablement efficace par supériorité militaire, affaiblit les États traditionnels, hérités du passé, et les soumet à une crise profonde qui ronge en même temps leur souveraineté et leur territoire. On est en train de basculer à grands pas d'un monde multinational à un autre global. Les changements technologiques⁵, à côté des échanges commerciaux, migratoires et culturels ne connaissent plus de frontières.

Simultanément à cette planétarisation du marché, sur le plan imaginaire, les idéologies néolibérales tendent aussi à l'universel pensant la *démocratie* et les *droits de l'homme* comme autant d'objectifs atteignables partout⁶. Mais sur le plan des faits, la dernière guerre contre l'Irak, dans ses aspects militaire, économique, social, politique, culturel, mental... nous aide à interpréter le sens de tels termes et ce qu'est objectivement ce début de millénaire mieux que n'importe quel autre signe. Une lecture même superficielle de notre réalité concrète qui tendrait à mettre au clair comment les habitants concrets du monde qui est le nôtre vivent ou survivent – en quoi consiste leur «vie d'êtres vivants», pour reprendre à notre compte l'idée avancée par Michel Foucault à la fin de *La volonté de savoir*, lorsqu'il avance que la modernité se caractérise par l'intrusion de la vie naturelle dans le champ politique – ne pourrait qu'infliger à cette belle théorie du double axe de soucis, démocratie et droits humains, un ferme démenti.

⁵ Le *World Wide Web* ou *toile d'araignée mondiale*, super-réseau mondial sans patrie ni frontières relie des millions d'utilisateurs autour des échanges d'information les plus diverses. L'accès pratiquement libre à des banques de données (universités, laboratoires, entreprises...) planétaires est un défi pour l'autorité traditionnelle de l'État sur l'individu. D'où l'obsession pour son contrôle par l'État. Aussi bien les plus petits, comme Cuba ou la Guinée Équatoriale, que les plus grands, comme la Chine populaire ou, sous des formes plus efficaces et subtiles, les États-Unis, ont recours au contrôle et à la censure sur Internet.

⁶ La tradition libérale avait comme projet commun la promotion du gouvernement de la liberté, fondée sur l'habileté du sujet pour juger les actes du pouvoir qu'il avait lui-même institué. La seule soumission acceptable pour les penseurs du XVII^e et du XVIII^e siècle (Montesquieu, Locke, Kant) est celle qui, échappant à la domination du roi, aux lois du souverain, prône la liberté de conscience. En son nom, la loi cessait d'être contrainte (postulée par les théoriciens de la souveraineté, Hobbes, Bossuet) pour devenir conciliation légitime des différents goûts, croyances et cultures. Mais l'enjeu politique était toujours soumis à la même dérive autoritaire : face à la montée en puissance des droits de plus en plus nombreux, les formes abstraites de la loi cédaient le pas au *réalisme* qui veillait à ce que les privilèges ne disparaissent pas. Les juges, supposés garants du droit et responsables de son application, faisaient en sorte que les conceptions universelles et abstraites de la loi restent toujours des abstractions que sa fréquente application coercitive se chargeait de neutraliser. Le triomphe de la Révolution française est une première crise de la nouvelle notion de droit : on ne peut pas laisser les droits de l'homme en tant qu'attributs que l'individu pourrait faire valoir contre la loi. Des revendications sociales et individuelles seront durement réprimées (Terreur) laissant voir que plutôt que la recherche d'une réalité effective d'émancipation individuelle et, par là, sociale, on poursuivait les formes les plus achevées d'une rhétorique uniforme et abstraite qui changeait les rapports entre le sujet et la loi. Ce rapport ne pourra se soustraire à la représentation économiste de la liberté comme « liberté d'entreprendre » et de la société comme « société de marché », censées toutes deux harmoniser l'*intérêt* particulier et l'*intérêt* public. Une fois celui-ci énoncé pour revêtir les formes de la loi, nul ne saurait lui résister sans se délégitimer en même temps. Si la loi, au nom de l'*intérêt* général (avant, au nom du Roi), est toujours préalable, comment résister à l'oppression ? Rappelons que Marx a traité le problème des droits de l'homme dans *La Question Juive*. Il y donne la définition de liberté comme *le pouvoir qui appartient à l'homme de faire tout ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui*. Les limites dans lesquelles chacun peut se mouvoir sans nuire à autrui sont marquées par la loi. Aucun des prétendus droits de l'homme ne dépasse donc pas l'homme égoïste, l'homme en tant que membre de la société bourgeoise, séparé de la communauté et replié sur lui-même, uniquement préoccupé de son intérêt personnel et obéissant à son arbitraire privé. Le seul lien entre les hommes serait la nécessité naturelle, le besoin et l'intérêt privé, la conservation de leur propriété et de leur personne égoïste.

Cette seconde guerre du Golfe a été un véritable état d'exception mondial et la suspension du droit⁷ a rétréci le champ politique faisant coïncider raison du plus fort et intérêt général. Dans ces conditions, parler toujours de *politique* en tant que *contrat* liant librement pratiques sociales des différents individus des différents pays relève de la *fiction*. C'est-à-dire qu'à la place de la pratique politique on trouve systématiquement ce que les médias nous donnent à voir⁸, à écouter et à lire. Une réalité mise en récit soi-disant réaliste⁹ et consommé. Voir de ses propres yeux ne signifie plus rien : il faut voir sur un écran (ou plusieurs) des images qui pour avoir une signification doivent être multipliées par millions de regards et accompagnées de commentaires et d'informations de source sonore, souvent offerts sous un déluge de textes constamment modifiés défilant au bas des écrans¹⁰.

Le recours systématique à la violence ne devrait pas nous étonner. Dépositaire depuis ses fondements de la violence symbolique, l'État a normalement marqué son autorité par sa capacité de se faire respecter par la force. Dans un certain ordre, son pouvoir est d'abord celui de réprimer. Qui souhaite devenir une puissance et traiter d'égal à égal avec d'autres pouvoirs doit donc démontrer sa capacité de nuire, et même de punir. À ce sujet, il n'y a eu changement que dans les formes. Si l'hégémonie impériale britannique¹¹ préférait surtout la force des armes pour s'imposer dans le passé,

⁷ Sauf dans ses formes illusives : les conventions internationales du *droit de la guerre* (!), même sous des appellations plus modernes comme, par exemple pendant les conflits balkaniques, le *droit international humanitaire*.

⁸ Des simulacres de réalité au rythme d'une télécommande à distance, des scènes qui se multiplient et se succèdent sans contexte (une *déréalisation* similaire à celle offerte par des jeux vidéo : entre *réalité* sur le terrain et *réalité* sur l'écran il y a tout un discours médiateur d'experts et d'idéologues qui fait croire aux *armes intelligentes* guidées par laser et aux leaders charismatiques *bons* en lutte contre des *méchants*). Paradoxalement, cette vitrine électronique sur le monde creuse un gouffre entre les sociétés à fort développement et celles qui n'y auront jamais accès, même au prix de renoncer à leur identité par l'homogénéisation des cultures et des comportements. Le métissage et la négociation multilatérale pour les échanges justes buttent sur des difficultés plus rudes que ce que les lieux communs de bonne volonté ne laissent croire.

⁹ Le récit libéral actuel se construit de manière explicite contre la liberté égalitaire de Marx, taxée de chimère, lui préférant une illusion d'égalité construite sur une réalité sociale profondément inégale par principe (Cf. Fromm, Erich, *La conception de l'homme chez Marx*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1977). Les droits égalitaires de chaque individu en tant que citoyen (espace politique) ne sont pas identiques à ceux qui lui reviennent en tant qu'humain concret prétendant à des droits spécifiques (espace économie). Engels aussi, dans son *Anti-Dühring*, a très bien expliqué la différence entre égalité juridique et l'égalité *fondée sur la nature et les droits inaliénables de l'homme*. Même en admettant que la loi fût la même pour tous, l'application d'une même forme juridique à tout le monde ne présuppose pas l'égalité, car *le droit par sa nature ne peut consister que dans l'emploi d'une même unité de mesure; mais les individus inégaux (et ce ne seraient pas des individus distincts, s'ils n'étaient pas inégaux) ne sont mesurables d'après une unité commune qu'autant qu'on les considère d'un même point de vue, qu'on ne les saisit que sous un aspect déterminé; par exemple, dans le cas présent, qu'on ne les considère que comme travailleurs et rien de plus, et que l'on fait abstraction de tout le reste. D'autre part : un ouvrier est marié, l'autre non; l'un a plus d'enfants que l'autre, etc., etc. À égalité de travail et par conséquent, à égalité de participation au fonds social de consommation, l'un reçoit donc effectivement plus que l'autre, l'un est plus riche que l'autre, etc. Pour éviter tous ces inconvénients, le droit devrait être non pas égal, mais inégal.* (Marx, *Critique du programme de Gotha*, in www.marxists.org/francais/marx/works/1875/).

¹⁰ La pointe de consommation médiatique compulsive et obsessionnelle a eu lieu le 11 septembre 2001 (Cf. Gluck, Carol, « 11 septembre. Guerre et télévision au XXI^e siècle », in *Annales*, Paris, EHESS, janvier-février 2003. Voir également, Bourdieu, Pierre, *Sur la télévision*, Paris, Liber « Raisons d'agir », 1996.

¹¹ Gustavo Bueno la range au nombre des Empires *déprédateurs*. Il parle d'Empire « déprédateur » *quand celui-ci tend à imposer aux sociétés par lui coordonnées, par structure, de tels rapports d'exploitation dans l'extraction de leurs richesses naturelles et dans l'utilisation de leurs ressources économiques et sociales que leur développement politique devient irréalisable, qu'elles sont forcées de rester à l'état*

les Etats-Unis, de leur côté, paraissent privilégier le consensus démocratique, réunissant le plus grand nombre de pays autour du projet capitaliste. On faisait rayonner la démocratie pendant que le bloc soviétique pouvait apparaître comme une alternative du modèle américain. La disparition du bloc socialiste au seuil du troisième millénaire a mis fin à des décennies d'équilibre géostratégique laissant la place libre à échelle mondiale à la suprématie militaire nord-américaine¹². Parallèlement, une fois l'épouvantail communiste dûment enterré, on a assisté à la mise en question du social sous toutes ses formes. Les inégalités sociales se veulent à nouveau « naturelles » et la nouvelle forme hégémonique d'État n'a donc pas à intervenir pour régler les mécanismes économiques et encore moins pour redistribuer une richesse que d'illustres économistes vont plutôt pousser à circuler partout dans le monde, affaiblissant l'impalpable notion de frontière entre nations et imposant universellement les trop matérielles « réalités » du marché. Les transactions financières vont s'affranchir totalement des frontières nationales historiques, incapables ainsi d'intervenir sur les mécanismes d'épargne et d'investissement pour favoriser le progrès social et l'équilibre entre les besoins et les ressources (respect de l'environnement) tant sur le plan national qu'international. La lutte efficace à échelle planétaire contre la pauvreté, la faim ou le sida ne provoquent que l'apathie quand ce n'est l'hostilité¹³.

La supériorité américaine, donc, n'a plus le vernis de prestige qu'elle a pu avoir lors de la défaite du nazisme et encore moins une quelconque autorité morale : depuis des décennies elle n'est que militaire. Les règles de jeu à respecter¹⁴ se construisent en fonction du seul intérêt américain. Les échecs successifs du Protocole de Kyoto, systématiquement boycotté par les États-Unis, ou dans la création d'une Cour Internationale de Justice, contestée par Washington, ne font que souligner cette réalité de prédominance du droit du plus fort... Dans cette perspective, les attentats du 11 septembre 2001 se font plus intelligibles car ils ont pu traduire l'hostilité du monde musulman contre cette suprématie d'une puissance qui les humilie sans cesse militairement par un soutien illimité et sans embarras aux prétentions d'Israël et culturellement par l'affichage d'un mode de vie incompatible avec le leur¹⁵. Ces

sauvage et, à la limite, anéanties. (Cf. *España frente a Europa*, Barcelona, Alba Editorial, 1999, p. 465 - traduit de l'espagnol)

¹² Du coup, certains intellectuels décrétèrent « la fin de l'Histoire » (Fukuyama) qui, à peine chassée, s'empressait de revenir au galop sous forme d'incertitudes multiples.

¹³ À cet égard, le refus de certains grands laboratoires pharmaceutiques à céder leurs licences dans la recherche d'une solution globale au problème de l'accès aux traitements chers dans les pays en développement est très illustratif. Les systèmes sanitaires du Nord permettent à ces industriels de faire des bénéfices colossaux. Quand l'OMS leur demande un effort pour que les plus démunis accèdent à des médicaments indispensables, ils répondent qu'il ne faut pas confondre bonté d'âme et loi du marché. La Conférence ministérielle de OMC de Cancun, en septembre 2003, ne permet pas de grands espoirs.

¹⁴ Le fait que l'ONU possède un nombre très restreint de pays avec droit de veto oppose un démenti formel à l'angélisme de « communauté de nations liées par un même intérêt. » C'est précisément de la reconnaissance sincère d'intérêts divergents (multilatéralisme) que découle la tendance à créer un espace mondial de convergence des marchés. Mais cette tendance ne devrait pas nécessairement impliquer l'affaiblissement encore plus grand des pays qui partent perdants dans la course pour standardiser les comportements humains, en dépit de différences culturelles, religieuses, ethniques, etc. et pour imposer partout un même horizon vital, dont les bornes seraient la *propriété privée*, vieille antienne libérale, et l'*entreprise*, véritables dieux de substitution sans conteste ni marges de laïcité.

¹⁵ *Les attaques très violentes des fondamentalistes musulmans contre les antennes paradiaboliques, accusées de pervertir les consciences, la volonté manifestée par Pékin de contrôler la vente et l'installation des paraboles redonnent un air de jeunesse aux thèses développées par Lénine au début du siècle. Il suffit de remplacer dans l'analyse léniniste de l'impérialisme les monopoles financiers par les groupes multimédias occidentaux, le flux de capitaux par ceux d'informations, le partage colonial par*

attentats que certains films avaient osé imaginer ont démontré que les États-Unis, malgré leur puissance militaire, ne sont plus invulnérables. Qui plus est, ils paraissent mettre en évidence l'incapacité de la puissance planétaire américaine à poser les bases d'un projet acceptable de vie en commun avec le monde arabo-musulman, non seulement sur le plan économique, mais aussi politique ou culturel.

Il leur fallait alors y répondre de façon emblématique pour asseoir leur puissance de manière définitive et relever le défi. La guerre contre l'Irak n'est une première réaction largement annoncée et convenablement arrangée à l'ONU pour laisser éclater délibérément le décor d'un forum démocratique de discussion des problèmes du monde, dénoncé comme espace impuissant, où les contestataires¹⁶ ne sont même pas capables de se faire entendre. Seule la force garantit à l'heure actuelle l'ordre international. Qui est celui voulu par les États-Unis. Une fois de plus, sous le poids de bonnes intentions affichées, on retrouve le vieux recours à la guerre, favorisant de fait non pas le progrès, mais la barbarie, donc l'insécurité, les violations de droits de l'homme, la pauvreté et la rancune, accoucheurs traditionnellement de l'esprit de revanche.

Rhétorique de la démocratie planétaire : loi, langue et médias

Quand on parle de mondialisation, il faut bien se rappeler que la position hégémonique des États-Unis, malgré la concurrence du Japon ou de l'Allemagne dans certains secteurs, se doit au fait que l'immense majorité de la production, du stockage et de la circulation de l'information s'effectue sous leur contrôle et à ce que l'essentiel des normes juridiques du monde des affaires est aussi d'origine anglo-américaine. Et elles souffrent mal la présence du droit romain de la « vieille Europe » qui répond à une logique différente et prend effet sur des zones d'expansion géographique largement soumises, elles aussi, à l'Empire. Celui-ci n'a pas besoin de formulation juridique pour garantir son existence. La loi, pour l'Empire, est une technique de gouvernement. Bien sûr, il ne la supprime pas, seulement il l'oriente dans le même sens que ses ambitions. Aussi les Cours Pénales Internationales ne sanctionnent-elles pas le progrès d'un droit mondial, mais la subordination d'un ordre juridique à la domination planétaire. C'est en ce sens que l'Empire fait partout la loi. Et il provoque par là même l'hostilité et la crainte et il attise des révoltes parce que cette loi se manifeste trop clairement en tant que projet impérial mondial, au-delà des sphères d'influence propres aux systèmes traditionnels où les différents *capitalismes* ont pu cohabiter¹⁷ jusqu'à son apparition.

Le projet américain de société n'est pas une alternative de civilisation qu'on propose – il n'y a pas de débat – mais un exercice sans complexes de la force pour imposer la régulation des échanges. Il est vrai que l'organisation économique

celui de l'orbite géostationnaire pour conserver le même schéma binaire et légitimer la fermeture à un Occident diabolisé. (Cf. Nouschi, Marc, *Le XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, pp. 438-439).

¹⁶ Une Russie encore convalescente de la très prolongée période post-soviétique. Une Chine, tiraillée entre l'inertie orthodoxe de son vieux parti – malade de corruption, d'éléphantiasis et d'inefficacité – et les chants de sirène de l'économie de marché, impuissante à jouer un rôle planétaire. Un Japon épuisé incapable de risquer quoi que ce soit. Une Union européenne divisée, avec l'Angleterre faisant systématiquement bande à part dès qu'il s'agit de dire oui à l'Amérique... Tout cela pour éviter la moindre allusion à l'Allemagne ou à la France, traînées littéralement dans la boue par l'immense appareil médiatique impérial après avoir osé un peu de fermeté devant le maître du monde.

¹⁷ Todd, Emmanuel, *L'illusion économique. Essai sur la stagnation des sociétés développées*, Paris, Gallimard, 1998. Pour la critique marxiste radicale ainsi que pour les libertaires, l'espace économique de l'Union soviétique et son aire d'influence n'était qu'une forme d'exploitation par le *capitalisme d'État* et aucunement une étape *socialiste* vers le communisme.

internationale repose depuis toujours sur des antagonismes, souvent violents, suivant les conceptions opposées de l'ordre du monde, mais normalement ces antagonismes ont agréé les formes du droit international de manière à ce que la recherche du profit n'arrive à mettre en cause la stabilité même du système. La guerre actuelle, conduite à la manière américaine, qui ne se donne pas la peine d'épuiser toutes les solutions possibles offertes par le droit, est, en soi, la double négation et du droit et de la politique qui est à l'origine même de la formation de ce même droit par l'intervention des représentants de la société élus par des citoyens. À ce moment-là, le droit n'établit plus le lien social mais la transmission des ordres. Il s'agit d'un droit coupé de la société¹⁸.

La nouvelle base juridique aboutit à une absence de politique dans l'élaboration du nouveau droit international, œuvre de spécialistes engagés par les clans au pouvoir (lobbys) et non résultat d'un équilibre de forces démocratiques. Le nouveau droit international divise, réprime et soumet, ignorant non seulement les particularités juridiques propres à chaque peuple, mais aussi les différentes langues¹⁹ dont Humboldt a souligné le rôle en tant qu'instruments de la culture, «...les langues constituent les organes des modes de penser et de ressentir propres aux nations»²⁰. Très longtemps le langage de la diplomatie et du droit a été géré aussi bien en français qu'en l'anglais pour démêler les contradictions propres aux sphères anglo-saxonne et latine du monde. Il n'en est plus de même à l'heure actuelle. Dominique Noguez souligne que le français, «seule langue de travail des députés et fonctionnaires européens en 1972, (...) en passe, trente ans après, avec l'aide vigilante de quelques francophobes efficaces comme nos amis flamands et néerlandais, de l'être à zéro pour cent»²¹ a quasiment disparu.

Déjà en 1918, au moment du Traité de Versailles, les chefs des délégations britannique et américaine ne sachant pas le français avaient imposé l'anglais pour presque toutes les discussions préliminaires.

Après la Seconde guerre mondiale, les choses vont être encore plus nettes : alors même que le français est théoriquement avec l'anglais la langue de travail de l'ONU, la langue anglaise finit par prévaloir partout. Rivalité culturelle, donc, dans laquelle le nom même de *mondialisation* enferme pudiquement mais nettement l'uniformisation capitaliste anglophone voulue par les plus puissantes multinationales. Imposer un même droit revient à imposer une mentalité et une langue. Tout d'abord,

¹⁸ Après le démantèlement par les armes de la dictature baasiste en Irak, les Américains imposent, dans le processus d'élaboration d'une nouvelle Constitution, la présence de telle ou telle personnalité ou organisation politique ou en écartent d'autres, de sorte que le résultat risque fort de ne pas exprimer l'originalité ou l'identité irakiennes, mais les intérêts géostratégiques (donc, économiques) nord-américains. Et en anglais, naturellement. On voit mal les entreprises américaines responsables de la reconstruction du pays qu'elles-mêmes ont contribué à dévaster communiquer avec la tradition orientale ou s'adapter à des habitudes arabes reposant sur des solutions sophistiquées qui constituent le substrat de leur civilisation. Ces sociétés et les politiciens professionnels à leur service, leurs experts, financiers et banquiers, leurs journalistes se sont déjà mobilisés pour défendre les intérêts qui les favorisent, mais ils ne pourront en aucun cas effacer l'image de leurs armes technologiquement imbattables sous les charmants arguments de la justice et du droit.

¹⁹ *Imposer un même droit aux nations revient à imposer une même expression de la pensée juridique, gommer l'espace irréductible de la langue juridique, ses tours et ses secrets, pour le remplacer par une vulgate ou par une sorte de langage commun minimal applicable à des échanges superficiels. C'est aboutir à faire du droit un pur véhicule de communication ou de l'expression passive, loin du moyen de réflexion actif qui aide les acteurs économiques. C'est, en un mot, limiter le monde d'individualisation qu'est pour chacun son droit comme sa langue.* (Guenaire, Michel, « La Comon Law ou l'avenir d'une justice sans code », in *Le Débat* n° 115 mai-août 2001, p. 54).

²⁰ *De l'influence de la diversité de caractère des langues sur la littérature et la culture de l'esprit*, Paris, Seuil, 2000.

²¹ « C comme crise du français », in Cerquiglini, Bernard - Corbeil, Jean-Claude - Klinkenberg, Jean-Marie - Peeters, Benoît, *Tu parles !? Le français dans tous ses états*, Paris, Flammarion, 2000, p. 45.

l'anglais, déjà présent partout dans les échanges internationaux. Sa domination tient surtout au rôle de deux grandes places financières, New-York et Londres, qui attirent les plus imposants placements internationaux sur les banques anglo-saxonnes. Avec cela, l'existence de paradis fiscaux où les masses d'argent se mettent à l'abri des codes juridiques nationaux et les plaques tournantes de blanchiment d'argent où l'empirisme et l'opportunisme des spécialistes en la matière se moquent des frontières et inventent les passerelles législatives qui n'ont que faire de la notion de justice nationale.

Ignorants de sa langue et hostiles à sa loi, l'Empire ne peut que combattre les nouveaux « barbares ». C'est, au long de l'Histoire, le dispositif habituel pour mobiliser une opinion publique sceptique. Il repose sur la peur d'un ennemi maléfique qui chercherait sa destruction²² de l'extérieur. Polybe, promoteur de l'impérialisme romain, définissait la barbarie comme ce qui n'était pas l'Empire, s'opposait à lui et, par cela même, aidait à mieux le définir. L'essentiel de cette définition est son utilité : le couple Empire/barbares se révèle ainsi d'une parfaite efficacité dans la notion de légitimation impériale. Si les barbares n'existent que par l'Empire, c'est que l'Empire n'existe que par les barbares. Chaque partie du couple se définit par son opposition à l'autre. La masse hétéroclite des barbares, leur diversité extrême, se rassemblent et s'unifient négativement. La dénonciation américaine de la barbarie, de la dictature, du viol du droit, a permis d'obtenir une cohésion planétaire telle qu'aucune définition positive n'en aurait pu produire. Les barbares deviennent ainsi une nécessité impériale de plus en plus pressante : moins l'Empire est assuré de ses valeurs, plus il s'écarte des vertus de la civilisation, et plus il cherche son unité et son identité dans le combat qu'il mène contre la barbarie. Nul doute que l'Islam se voie désormais confier le rôle des nouveaux barbares face à un Occident supposé unifié, impérial, dépositaire des valeurs universelles de la civilisation libérale et démocratique.

L'Islam, le tiers-monde en général, retrouvent là, dans l'imaginaire impérial, le caractère fondamental qui distinguait les barbares à l'âge antique : la capacité de déferlement et d'infiltration, qui ne vient pas seulement du nombre, mais d'une certaine aptitude au mouvement qui oppose les barbares aux peuples sédentaires, stables et prospères de l'Empire. Car, dans le monde des barbares, pour des dizaines et des centaines de milliers de déracinés, de réfugiés, de déplacés, d'exilés, le monde entier est devenu une patrie.

Ainsi, l'Empire veille inlassablement à atténuer toute intensité menaçante pour le marché. Les différences, les identités particulières ne gênent pas l'Empire tant qu'elles se déploient sur le fond de l'équivalence générale. C'est pourquoi l'Empire

²² D'où le grotesque d'expéditions telles que celle contre Cuba (1961), la petite Grenade – d'où les Soviétiques menaçaient, paraissait-il, d'assujettir le monde – le Panama quelques années après, ou la toute dernière *libération* de l'Irak, qu'avec ses redoutables arsenaux d'armes chimiques invisibles constituait une véritable menace pour le monde et, plus encore, pour les malingres États-Unis... Comme l'a très bien expliqué Noam Chomsky, *nous n'avons plus le choix quand nous envahîmes le Sud Vietnam, pas plus qu'à l'occasion du renversement du gouvernement capitaliste démocratique du Guatemala en 1954 et, depuis lors, nous avons contrôlé de près les plus vastes, de loin, opérations internationales de terreur de l'histoire contre Cuba au début des années 1970 et contre le Nicaragua aux années 1980 ; nous avons tenté d'assassiner Lumumba pour mettre en place la sauvage et corrompue dictature de Mobutu et lui donner notre soutien ; nous avons également appuyé Trujillo, Somoza, Marcos, Duvalier, les généraux du cône sud, Suharto, les dirigeants racistes de l'Afrique du Sud et tout un large tas de grands criminels. Et il nous est arrivé maintes fois la même chose. Nous ne pouvions pas faire autrement, étant donné que notre existence même était menacée. Cependant l'ennemi reflue à présent et nous pourrions finalement exaucer notre vœu de « non ingérence » dans les affaires d'autrui. Sans écarter l'éventualité, comme certains le prétendent, que notre « penchant pour la démocratie » nous incite à persévérer dans notre noble effort pour défendre la liberté. (Chomsky, Noam, *El miedo a la democracia*, Barcelona, Crítica « Biblioteca de bolsillo », 2001, p. 27 – traduit de l'espagnol)*

s'accommode si bien d'un certain relativisme culturel. Ainsi, les résurgences identitaires sont-elles encouragées par l'Empire tant qu'elles n'entrent pas en contradiction avec ses exigences minimales. Les fragmentations ethniques ou identitaires vont de pair avec la dynamique d'unification du monde sous les normes planétaires. Par exemple, les nationalismes basque, breton ou corse pourraient gêner l'Union européenne, mais pas l'Empire, bien au contraire, tant que les idées-clés de la mondialisation qu'il conduit sont universellement traduisibles dans toutes les langues. Malgré les résurgences identitaires, le monde est devenu plus *unifié* que jamais sous la houlette américaine et cette *unification* veut à tout prix qu'on la prenne pour la forme la plus accomplie du progrès. Mais pour qu'elle soit possible comme progrès on a dû escamoter des régressions bien évidentes vers la barbarie : des intégrismes, des terrorismes, des tortures, des massacres, des guerres qui commencent sans respect des formes²³ et qui se terminent sans traité de paix, etc. Et l'accroissement de la richesse, la montée du niveau d'instruction, les progrès de la science et de la technique, surtout dans le domaine de la communication, n'endiguent pas le refus ou l'incapacité d'accepter cette unification modelée sur l'archétype américain.

Pour le système américain, la politique a cessé d'être ce qu'une longue tradition, de Platon à Marx, nous avait enseigné pour fusionner sans complexes avec l'économie sous forme de ruée antisociale vers l'argent. Par ricochet, la politique européenne de ces dernières années a été marquée par la mise en miettes de la grande utopie du XX^e siècle, l'illusion socialiste d'inspiration marxiste. Un climat délétère de corruption, a dissipé partout, de l'Italie à la France, en passant par l'Allemagne ou l'Espagne, jusqu'à l'ultime illusion de *changement* par la révélation de scandales à répétition. L'électorat attendait de ceux qui condamnaient le capitalisme, à défaut d'une révolution, écartée par l'évolution sociale du dernier demi siècle, du moins une rigueur éthique dont ils tiraient les principaux arguments contre la droite. Or, les délits d'initiés, les coups de bourse, les rachats avantageux et prêts incongrus, l'obtention de marchés miraculeux, ont fait naître des enrichissements personnels et promu des carrières politiques dont les protagonistes de droite et de gauche se confondent, sapant un même idéal démocratique plus gravement que le chômage ou le terrorisme. Au lieu d'un renforcement de la démocratie, ils se sont livrés à un lent effacement de celle-ci, décevant les classes moyennes déprolétarisées dans une époque bouleversée par l'obsolescence rapide des utopies et l'usure accélérée des espérances collectives. De ce point de vue, après l'effondrement du camp socialiste, l'Islam a pu plus facilement occuper une place vide qu'on lui a obligeamment offert de prendre²⁴ et ne peut plus être pris pour une simple parenthèse qui pourrait vite se refermer. Il inaugure et symbolise,

²³ Les noms ridicules des opérations «Justice infinie» - «Liberté Immuable» (contre l'Afghanistan), etc. ou la désignation de certains ennemis (l'Iran, l'Irak, la Corée du Nord) des États-Unis rien de moins que comme « pays de l'Axe du mal » laissent voir un penchant manichéen inspiré des principes violemment agressifs que professent sans honte des personnages (Bush, Cheney, Rumsfeld, Wolfowitz, Powell, Diana Furchgott-Roth, Tommy Thompson, Wade Horn, et surtout le ministre de la Justice, John Ashcroft) figés dans leur absolue certitude d'avoir raison et prêts à prendre la Bible et la lecture qu'ils en font comme arme offensive contre tout le monde. Ashcroft est le père du « projet TIPS », acronyme anglais de *Système d'Information et de Prévention Terroriste* qui colle phonétiquement au substantif « tip », *renseignement confidentiel, plus ou moins vérifié, pouvant servir à la recherche d'une information* (<http://europa.eu.int/eurodicautom/Controller>). Il s'agissait d'encourager quelques millions d'Américains, postiers, chauffeurs de car, agents du gaz, etc., à rapporter toute activité « suspecte ou inhabituelle » en téléphonant à un numéro vert. L'affaire souleva une telle polémique que M. Ashcroft dut battre en retraite.

²⁴ La paranoïa antisoviétique de différentes administrations américaines n'a pas hésité à faire appel aux *barbares* dans sa croisade contre l'« Empire du mal » communiste. Cependant, après la victoire, les barbares rechignent à repartir au-delà du *limes*.

au contraire, une entrée généralisée dans l'irrationalisme des avers radieux, instaurant des régimes qui dépassent eux aussi le politique. En réalité, vu la diversité d'intérêts géopolitiques et économiques ingérables sans un *modus vivendi* international, ce monde n'est *unifié* que par l'imposition.

La décomposition des affrontements idéologiques traditionnels n'a pas favorisé non plus une éclosion du débat ou un engouement pour la liberté de pensée, mais le conformisme et le désintéressement pour la discussion²⁵. La chute des interdits sexuels²⁶, l'exaltation de la recherche du plaisir, la jouissance sans entraves, semblent le seul horizon palpable pour ce début de millénaire, derniers avatars idéologiques d'une société qui considère non la personne mais son corps comme centre suprême d'intérêt, fait pour procurer à son titulaire le maximum de plaisir au cours de sa vie²⁷. Apparemment, aussi bien en Amérique qu'au sein de l'Union européenne, les discours (politiques, juridiques, sociaux) ne cessent de faire croire que les conditions longtemps attendues pour le bonheur total sont réunies (surtout sur le plan sexuel), qu'il n'y a pas d'entraves à la liberté ni à la créativité.

Dans tous les cas, la réalité dure des choses s'impose. La société américanisée proclame des principes (liberté, égalité, droits de l'homme) qu'elle viole et déforme ou détourne²⁸ tous les jours profitant de l'apathie, de la dépolitisation, de l'autorité dans les médias des politiciens professionnels de la magouille... Mais pourquoi l'État garantirait-il indéfiniment la jouissance des droits si les citoyens sont de moins en moins disposés, et même capables, de le contrôler et, le cas échéant, de s'y opposer ? Or, le type d'homme au jugement indépendant et concerné par les questions à portée générale est graduellement (et rapidement) remplacé par un autre type d'individu, centré sur la consommation, apathique devant les affaires générales, cynique dans son rapport à la politique, sinon approbateur et conformiste. Une véritable démocratie, une démocratie participative est incompatible avec la domination économique. Malheureusement, un constat empirique nous met devant les yeux que l'obsession centrale de notre société est de produire et de consommer au maximum. Et l'existence de quelques petites libertés n'est tolérée que comme complément optimisateur du mécanisme général. Comment, dans ces conditions, s'arrêter pour penser aux autres, condition indispensable pour accroître démocratie et liberté ? La démocratie est impossible sans la liberté de chacun et de tous, l'importance des affaires communes devant coïncider avec celle des affaires personnelles de chacun. Sans quoi, on ne peut plus parler de société mais d'assemblage d'individus, des consommateurs qui acceptent le pain et les spectacles servis par l'oligarchie et qui se contentent périodiquement de la *liberté* qu'ils ont pour déposer un petit bout de papier dans une urne.

La liberté authentique, fondée sur la Raison, pas un dispositif mécanique pour activer des vérités toutes faites, présuppose le mouvement autonome et volitif, de la

²⁵ En réalité, l'art et la culture faisant partie du marché, les idées « se consomment » plus que jamais...

²⁶ Le droit s'est adapté au développement de ces nouvelles pratiques dans tous les pays occidentaux : divorce facile, contraception performante facilitée, avortement légal, absence de pénalisation de la vie maritale hors mariage et même avantages fiscaux au concubinage dans certains pays... toute tentative de restriction est vécue comme un scandale. Pourtant, le libre-échange sexuel n'apporte pas un supplément de bonheur (Houellebecq) : le sida est venu contrarier le rêve démocratique du brassage égalitaire et l'utopie médicale de réduction et maîtrise de la maladie. L'optimisme scientifique se voit questionné au quotidien par les assauts du réel. De nouvelles et redoutables pathologies apparaissent inopinément, des maladies virales avec leur cortège de morbidité et de mortalité explosent sans cesse...

²⁷ Voir, à ce sujet, l'intéressante polémique suscitée par les romans de Michel Houellebecq. Peut-être y a-t-il une réalité morale au-delà de laquelle l'humanité ne peut s'aventurer sans risque de souffrance ?

²⁸ Masquant sous des caricatures de choix (quelle voiture acheter ? où partir en vacances ?) les véritables questions sur le présent et l'avenir.

pensée : il faut vouloir penser librement. Alors, plus qu'un monologue mollement consensuel, son exercice est toujours un risque parce qu'elle finit toujours par se trouver fatalement face à son contraire, l'intégrisme, qui, soit veut fonder en raison les valeurs d'une tradition, soit prétend la protéger par son annulation radicale²⁹. Et il ne peut y avoir un dialogue, car il faudrait accepter sans discussion le bien-fondé des présupposés de la tradition (mais les traditions ne se discutent pas) ou se soumettre au discours autoritaire.

D'autre part, si l'on pense aux germes de la pensée totalitaire, il est impossible de négliger le totalitarisme immanent au rationalisme capitaliste : l'expansion illimitée de la « maîtrise rationnelle » ainsi que l'organisation capitaliste de la production dans l'usine ont débouché historiquement sur des formes de discipline mécanique déshumanisantes et aliénantes³⁰. Peu importe, les oligarchies proaméricaines se veulent résolument supérieures, par l'exercice de la raison et par son application politique, à ce qui existe ailleurs que sur les États-Unis. Il faut à tout prix démontrer que l'on *progress*e face aux barbares. Et pourtant le fonctionnement effectif de cette société occidentale victorieuse (USA, Union européenne, Israël) s'accommode mal d'une participation effective et active à la chose publique préférant laisser les institutions politiques actuelles entre les mains des professionnels de la politique et de spécialistes divers (énarques, technocrates, etc.) qui *éloignent* les citoyens des affaires³¹.

Toute prise de position ou publication libre stigmatisant les pouvoirs en place et leurs abus dans le contexte actuel de complète soumission aux intérêts américains est déconsidérée (silence ou boycott médiatique), intellectuellement bafouée³² et politiquement neutralisée comme si vouloir des transformations économiques ou

²⁹ C'est l'intégrisme politique, aussi dangereux que l'intégrisme religieux. Si le pouvoir débouche sur l'absolutisme, ses *représentants* s'autonomisent et configurent un appareil qui double et contrôle toutes les instances (ce que l'on appelle classiquement une bureaucratie politique). Cela n'est possible que si le peuple se retire de la scène forcé par cette bureaucratie, et alors toute médiation qui échapperait à son contrôle est supprimée. Il y a d'un côté l'entité abstraite du Peuple (ou de la Nation : masse d'individus théoriquement homogénéisés), de l'autre ceux qui le représentent et rien d'autre entre les deux... La Terre est inévitable à partir du moment où le peuple se retire de la scène laissant ses soi-disant *représentants* dans un tête-à-tête avec eux-mêmes (tout *dialogue* devient chimérique). On confie la garde de la liberté à ses pires ennemis.

³⁰ Les usines Ford à Detroit, dans les années 20, composent des microsociétés totalitaires.

³¹ *Aucune analyse sérieuse ne peut contester que les régimes qui s'autoproclament démocratiques sont en réalité ce que tout philosophe politique classique aurait appelé des régimes d'oligarchie. Une couche minuscule de la société domine et gouverne. Elle coopte ses successeurs. Certes, elle est libérale : elle est ouverte (plus ou moins...) et elle se fait ratifier tous les cinq ou sept ans par un vote populaire. Si la fraction gouvernante de cette oligarchie exagère trop, elle se fera remplacer par l'autre fraction de l'oligarchie, qui lui est de plus en plus pareille. De là, la disparition de tout contenu réel dans l'opposition de la « gauche » et de la « droite ». Le vide effarant des discours politiques contemporains reflète cette situation, non pas des mutations génétiques.* (Castoriadis, Cornélius, « L'Idée de révolution a-t-elle encore un sens ? », in *Le Débat*, novembre 1989, p. 221).

³² Les accusations partent tous azimuts. Les foudres des maîtres censeurs ne tardent pas à frapper sous forme d'exagérations (on taxe n'importe qui de complice de Staline, ou du génocide cambodgien, ou de Saddam Hussein...), d'amalgames (on se permet de critiquer notre beau système alors que Castro fusille ou les pauvres meurent de faim ; critiquer Israël, c'est faire preuve de négationnisme ou d'antisémitisme primaire) ou de mensonges (on privilégie une cause en détriment d'une autre dans un but purement idéologique, « même si » ce qu'on fait c'est simplement d'agir en fonction de prises de position concrètes et incessibles : si on pense qu'un citoyen qui n'a pas été condamné a droit à la présomption d'innocence – même en prison – et ne peut pas être privé de ses droits ou que même les gens condamnés à prison ferme ont des droits – celui de poursuivre des études à l'Université, entre autres – on minimise les souffrances des victimes ou on est adepte par peur de l'organisation armée, etc.). Le cas de Chomsky, devant s'expliquer sur ses prises de position (Cf. le film *Manufacturing Consent : Noam Chomsky and the Media*) est très éloquent.

idéologiques autres que celles patronnées par les intellectuels *officiels* suffisait pour condamner au rejet social des points de désaccord, des analyses critiques, indispensables pour un système démocratique digne de ce nom. Le déclin des forces de gauche en général et l'évolution de la société³³ ont banalisé l'affaiblissement des droits civiques. L'État peut donc lui-même décider sans trop de risques qui peut représenter les citoyens et exclure ou interdire qui bon lui semble³⁴. Sans oublier que, complétant l'appareil juridique et répressif, la toute-puissance de la machine étatique se prolonge surtout, et plus subtilement, grâce à la télévision, qui rapporte à la masse des spectateurs ce que des agents de perception et de transmission ont vu pour eux. Nous devenons tous des témoins oculaires désarmés, doublement prisonniers des yeux d'autrui : conditionnés par les informations de nos médias nationaux, eux-mêmes subordonnés à la couverture d'événements véhiculée par les grands empires médiatiques (ABC, CBS, CNN, BBC³⁵, etc.) et donc surdéterminés en tant qu'*audience* puisque le téléspectateur devient produit corvéable à la merci de l'annonceur grâce à qui le contenu d'une programmation peut présenter des résultats financiers lucratifs.

Nous sommes passés de la vision menaçante d'une troisième guerre mondiale dans un monde divisé en blocs susceptibles de s'affronter, à un nouveau type de conflits qui tient davantage de la «guerre planétaire» à cause de la modification de leur structure spatiale. Les États-Unis sont désormais la seule superpuissance. Après la première guerre du Golfe en 1991, il y a eu un décalage entre frontière géographique et frontière sociale. La distinction entre police (défense de l'intérieur) et armée (défense extérieure) des différents États-nation a perdu de son importance par la nouvelle «déspatialisation des frontières»³⁶ impliquant un double mouvement : déploiement vers l'intérieur (contrôle et surveillance) et, en même temps, collaboration accrue entre les polices des différents pays. Comme le soulignent les actions conjointes USA - Colombie contre les installations de production de cocaïne sous contrôle des FARC, dans la guerre généralisée contre le terrorisme après septembre 2001³⁷. À proprement parler, ce type de collaboration suppose réellement une subordination des législations nationales aux

³³ Plusieurs affaires récentes, en France ou en Espagne, concernent le port par les femmes du *voile*. Une bonne partie de la gauche politique a exprimé le souhait que l'État interdise aux membres d'une communauté culturelle de porter des symboles de leur identité, tout en l'autorisant à d'autres...

³⁴ Que ce soit, dans le domaine du contrôle politique, une organisation de l'extrême droite comme L'Unité radicale, en France, ou juste son contraire, cas de Batasuna, en Espagne. Si pour le groupuscule français une mesure du conseil des ministres était suffisante, pour l'organisation basque, largement représentée au parlement local, il fallait une loi organique des partis. Cette loi, promulguée le 27 juin 2002, définit le statut juridique des partis politiques et l'établissement d'une procédure judiciaire qui permet d'en interdire un lorsque celui-ci appuie, foment et promeut le terrorisme. Dans le domaine du contrôle d'idées, en France, la Loi Gayssot (du 13 juillet 1990), visant à réprimer les révisionnistes, avait suscité un vif débat (avec intervention de Noam Chomsky, entre autres) par les problèmes qu'elle pose quant à la recherche en Histoire et à la libre expression d'une opinion qui ne porterait pas atteinte à la sécurité des citoyens par des appels au meurtre ou à la haine raciale.

³⁵ La dernière guerre contre l'Irak n'a plus été accaparée par CNN comme la première guerre du Golfe, le monde arabe peut se tourner désormais vers Al-Jazira, chaîne devenue sa principale source d'information, atteignant par satellite l'ensemble de son territoire. Les grandes firmes américaines *National Broadcasting Corporation* (1926), *Columbia Broadcasting System* (1927) ou en Angleterre la *British Broadcasting Corporation* (1926) entament une course au contrôle des ondes qui plafonnera en 1980 avec *Cable News Network*, d'où l'entrepreneur Ted Turner entend faire accéder ses abonnés au rang d'acteurs-spectateurs des événements de la planète.

³⁶ Morris-Suzuki, Tessa, « Le missile et la souris. Mouvements virtuels pour la paix dans un âge de terreur », in *Annales*, Paris, EHESS, janvier-février 2003, p. 173.

³⁷ La Résolution 1373 (28 septembre 2001) contre le financement du terrorisme international et pour le contrôle des suspects de terrorisme implique dans la pratique une restriction de la demande d'asile politique et des limitations du statut du réfugié.

macrostructures internationales sous influence américaine, ainsi qu'en atteste le cas dramatique des prisonniers de Guantanamo. Ni criminels de droit commun, ni prisonniers de guerre, ils représentent la ruine des conventions de Genève qui ont réglementé les relations entre les États au XX^e siècle³⁸. Cette subordination est parallèle et simultanée à celle des différents mécanismes de régulation de l'économie.

S'autoproclamant seul système digne et humain, la démocratie à l'américaine impose sans discussion ses valeurs (sur ses deux piliers : la propriété – acquise, préservée, augmentée - et le marché) partout, et veut soumettre les êtres vivants à leur emprise de sorte que d'autres valeurs historiquement soutenues par des pratiques sociales différentes de la sienne (droits communautaires prévalant sur l'individu, droit au travail, à la santé, à l'éducation...) ne puissent lui faire proprement concurrence³⁹. Ce système ne peut pas se reconnaître lui-même comme source d'oppression. Pour arriver à dominer partout efficacement il doit se donner une légitimité qui, censée provoquer l'adhésion unanime, ne peut reposer que sur le progrès matériel. Les critères de sa réussite partent tous, fatalement, de l'argent. En laissant voir sur quel pied il entend mener la danse, il fait clairement comprendre à ses sujets par quels droits et quels devoirs ils sont liés, quels rapports de production il met en place : croissance imparable, concurrence sur tous les plans. Avec des justifications idéologiques usées jusqu'à la corde : la richesse et la pauvreté des individus aussi bien que des nations ne découlent pas de la mise en place d'un tel système, mais de tout autre sorte de facteurs (religieux, ethniques, géographiques, etc.) privilégiés habituellement par la féroce intelligentsia ultralibérale.

Profils de l'État libéral planétaire

Le nouvel ordre mondial repose sur le capitalisme individualiste, qui correspond à une forme radicale de l'ordre juridique libéral. Cet ordre ne se veut pas égalitaire ou responsable d'une sociabilité équitable, mais garant d'un rapport de forces. Il n'a rien à voir avec les dictées des anciens codes religieux ou communautaires. Ce

³⁸ Certains d'entre eux, ont été livrés, au mépris d'une décision de justice, aux forces américaines par les autorités bosniaques. La Cour Bosniaque des Droits de l'Homme a confirmé au mois d'avril dernier que la décision des autorités bosniaques à l'encontre des Algériens, dont quelques-uns avaient la nationalité bosniaque, était une mesure arbitraire. La Cour a estimé que la Bosnie-Herzégovine et la Fédération croato-musulmane, l'une des deux entités du pays, ont violé plusieurs articles de la Convention européenne des Droits de l'Homme, intégrée dans la Constitution bosniaque, relatifs notamment à l'expulsion, à la détention illégale et à l'abolition de la peine de mort, dans le cas de Mustafa Aït Idir et Belkasem Bensayah. Les deux hommes, ainsi que quatre autres Algériens, connus désormais sous le nom des «six de Guantanamo», étaient accusés, sans preuve, d'avoir eu l'intention de commettre des attentats contre les ambassades américaines et britanniques. Emprisonnés en octobre 2000 à Sarajevo, les six avaient été innocentés par la justice bosniaque, mais les autorités bosniaques, sous pression des Américains, ont organisé un véritable enlèvement à leur sortie de prison et les ont livrés aux Américains qui les ont immédiatement déportés dans la zone de non-droit de Guantanamo. Il y a, à l'heure actuelle, près de 600 présumés talibans ou militants d'Al-Qaeda prisonniers dans cette base militaire américaine sur le sol cubain. Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense, a déclaré que la durée de leur détention n'a pas été fixée, pour obtenir d'eux toute sorte de renseignements. Ces prisonniers n'ont pas d'avocat et ils sont enfermés dans des cellules dont la lumière reste allumée jour et nuit. Le président américain tient plutôt à ce qu'ils soient jugés par des tribunaux d'exception formés par des cours militaires...

³⁹ La seule concurrence que les Américains comprennent est imprégnée de darwinisme, considérant la vie comme lutte de tout vivant contre tous les autres et qui conduit par sélection, puisque richesse et intelligence sont liées, au triomphe des *meilleurs*... Le test du QI a été créé par un français, à la fin du siècle dernier, dans le but de repérer les élèves en difficulté. C'est par la suite qu'il a été détourné de son sens originel, pour être considéré comme une mesure fiable de *l'intelligence*. (Cf. « Q.I., q.c.m. pour les cons », in *R de réel* n° 17, pp. 16-19).

nouvel ordre se veut instaurateur de démocratie et de droits humains et en réalité il ne provoque que du désordre partout, car, quoique fondé sur la liberté métaphysique qui anime des aspirations soi-disant « libérales » de la part des conservateurs américains, il n'est dans la pratique qu'un despotisme bien réel exercé par les castes multinationales et leur pouvoir militaire sur des sociétés et des individus *soumis* à la loi du vainqueur et non *protégés* par elle.

La pensée libérale, seule admise par la modernité, part de la définition de droits subjectifs de l'individu garantis par la loi qui se poursuivent jusqu'à la délimitation d'un espace « privé » garanti par la non-ingérence du pouvoir public supposé limité par des mécanismes constitutionnels de distribution des pouvoirs. Mais elle s'attache en même temps à des mécanismes d'autorégulation du marché commandés par la convergence involontaire des intérêts privés. Dans ce cadre, l'organisation sociale ne trouve pas tant sa légitimité dans un pacte résultant des volontés conscientes et rationnelles d'individus fondateurs d'autorité que dans la capacité à imposer des besoins et des passions que chacun cherche à satisfaire sans souci du bien commun⁴⁰.

La primauté accordée aux facteurs économiques origine une mécanique sociale où prétendument s'engrènent *librement* les intérêts concurrents, dans laquelle on a du mal à reconnaître les « individus » subjectivement défendus comme pierre angulaire de tout le système. Cette vision idéologique cache à peine la réalité d'un *individu sans sujet véritable* qui n'accorde aucune priorité à la prise en compte des aspirations empiriques des individus ni des communautés. Ce qui compte par-dessus tout dans cette nouvelle étape de *mondialisation* du développement capitaliste⁴¹, c'est le *marché*. Le gigantisme

⁴⁰ Cf., Deleule, Didier, « Libéralisme », in *Dictionnaire européen des Lumières*, Delon, Michel éditeur, Paris, PUF, 1997 ; Raynaud, Philippe, « Libéralisme », in *Dictionnaire de philosophie politique*, Raynaud, PH & Rials, S. éditeurs, Paris, PUF, 1996.

⁴¹ Le terme *mondialisation*, très discuté quant à son origine et sa portée, a trouvé lors du forum de Davos une définition très nette dans la bouche d'un PDG d'entreprise multinationale. *C'est, dit-il, la liberté pour mon groupe d'investir où il veut, quand il veut, de produire où il veut, d'échanger et de vendre où il veut et d'avoir à supporter le moins de charges possible* (Cf. <http://www.local.atac.org/13/documents/gl03.pdf>). Le mot *capitaliste* n'a pratiquement rien à voir avec le concept ou la notion développés par la recherche historique. Aujourd'hui ce sont des noyaux de pouvoir privés qui reçoivent protection et une aide massive (aides et subsides accordés par les administrations publiques surtout pour la recherche, qui demande des quantités d'argent énormes) de l'État (ce qui ne serait pas sans scandaliser Adam Smith, James Madison ou Ricardo), sans rendre des comptes à personne. À l'exception des concessions sur la gestion des affaires mineures, ces noyaux de pouvoir instituent et constituent la véritable *politique*. Les crises périodiques des normes et des valeurs conditionnent des évolutions de formes qui n'entament pas une disparition *essentielle* de cette configuration planétaire. Ils jouissent des droits extraordinaires complètement opposés aux idéaux libéraux classiques. La principale tâche de l'État mondial, c'est celle de socialiser les risques et privatiser les bénéfices... On n'a même plus la décence de cacher qu'on viole les principes du marché libre (par exemple, par des mesures protectionnistes contre les produits concurrentiels – cas des produits japonais pendant le reaganisme : les secteurs de l'acier, l'automobile, les semi-conducteurs et l'informatique) et à cela il faudrait ajouter le cynisme avec lequel on affiche le mépris de la formation des gens privés d'emploi leur refusant des formations compétitives que les nouvelles technologies pourraient mettre à notre portée. On multiplie la déspecialisation au bénéfice de la prolifération inutile des couches de gestion, ce qui n'a rien à voir avec des prises de décision conditionnées par l'économie ou la technologie elle-même, mais avec le pouvoir politique qui arbitre à sa volonté la lutte de classes, hélas bien présente malgré les soucis postmodernes de l'enterrer (*Tout le monde sait que les masses se divisent en classes... ; que les classes sont dirigées, ordinairement, dans la plupart des cas, du moins dans les pays civilisés modernes, par des partis politiques ; que les partis politiques, sont, en règle générale, dirigés par des groupes plus ou moins stables de personnes réunissant le maximum d'autorité, d'influence, d'expérience, portées par voie d'élection aux fonctions les plus responsables et qu'on appelle les chefs. Tout cela c'est l' a b c. Tout cela est simple et clair. Pourquoi donc y substituer je ne sais quel charabia, je ne sais quel nouveau volapük ?* Lénine, *La maladie infantile du communisme*, Paris, UGE 10/18, 1962, pp. 46-47).

financier des grandes multinationales et d'autres entités monopolistes buttent sans cesse sur les frontières des États – même de ceux qui se plient docilement devant leurs intérêts - qu'il faut abattre ou réduire à néant parce qu'elles le fragmentent dangereusement. La tactique de l'argent consiste désormais à prêcher l'œcuménisme et pratiquer l'encouragement à l'éclatement de l'État traditionnel surtout par la libre circulation des flux d'information (Internet).

À l'heure actuelle, des concepts tels que Droit international humanitaire, Droit d'ingérence, Légitime défense, Droit international et Aide aux victimes des conflits nationaux et internationaux ne peuvent que sonner faux dans les oreilles fatiguées de l'opinion publique mondiale bernée sans cesse. Ce sont autant d'*illusions réconfortantes* (Chomsky). Dans la vie pratique, dans le quotidien prosaïque de l'intérieur des frontières de l'Empire, un simple citoyen peut, s'il est signalé comme ennemi par la Maison Blanche⁴² : être incarcéré indéfiniment sans procès, être fouillé ainsi que sa maison sans mandat judiciaire, ne pas avoir accès aux informations le concernant, aux mains de l'administration, être mis sur écoute et filmé en conversation avec son avocat, s'il est arrêté ou déjà en prison. *The Washington Post* manifeste son malaise, mais comprend ces mesures (11.09.02), « étant donné la nature fuyarde des terroristes ».

Cette pensée qui s'avance le drapeau des droits de l'homme et de la démocratie en tête pour mieux faire passer la dure réalité du marché se trouve pour la première fois sans adversaire à sa taille. Qui pourrait être crédible entre l'échec ou l'impuissance des modèles se réclamant du socialisme et la régression qui représentent les intégrismes religieux ou les nationalismes racistes ? Une subversion politique qui ferait l'économie du point de vue librement exprimé de tous les citoyens n'a plus aucune chance d'être acceptée. Parler de « fausse conscience » ou d'un aveuglement de la plupart pour agir en leur nom se révèle le plus sûr moyen d'aboutir à la dictature totalitaire. Sans concurrent idéologique, la société démocratique à économie capitaliste tend à la confusion entre libéralisme politique et libéralisme économique. La réduction des inégalités ou la compensation par les injustices qui résultent de l'exercice de la concurrence ne forme pas partie des idéaux libéraux traditionnels. C'est pour cela que ces idéaux sont toujours impopulaires. Par contre, le communisme malgré ses revers doit en partie sa permanence :

⁴² Votée en octobre 2001, la « Patriot Act » facilite le travail de la police au prix du recul des libertés. Lorsque la « sécurité nationale » est en jeu, les étrangers peuvent désormais être détenus, parfois pour des durées illimitées, alors même qu'aucune charge précise ne pèse contre eux. Les contraintes judiciaires pour poser des écoutes, des micros ou des mouchards sur les lignes Internet sont allégées. Les fouilles secrètes d'appartement, la consultation de fichiers d'entreprise ou d'université sont facilitées. Seul un sénateur, Russell Feingold, a voté contre le texte qui autorise, selon lui, le FBI à « fouiller la vie privée de n'importe quel citoyen au motif qu'il a travaillé dans la même entreprise, qu'il habite dans la même rue ou qu'il a voyagé dans le même avion qu'une personne sur laquelle la police enquête ». La loi, en vigueur jusqu'en 2005, soulève la colère de nombreux Américains. Plusieurs villes ont passé des résolutions la condamnant. Après le 11 septembre, près de 1200 personnes ont été arrêtées, quelque 600 étrangers ont été détenus pour des durées illimitées, ce que la loi n'autorise que dans le cadre des lois sur l'immigration. Pour la Human Rights Watch, le Département de la Justice a détourné ces textes pour conduire une prétendue campagne de détention préventive massive. La plupart des détenus ont été expulsés ou libérés. Le gouvernement a refusé de publier leurs noms, considérant que cela nuirait à l'enquête. Et l'administration a fermé au public les auditions légales précédant les expulsions. Une juge fédérale de Washington a exigé la publication de la liste des détenus, estimant que les arrestations secrètes sont odieuses à toute société démocratique. Le Département de la Justice a fait appel. Par ailleurs, une cour d'appel de Detroit a interdit que les auditions d'expulsion soient « secrètes ».

à un idéal d'égalité qui conserve son attrait, si grands soient les crimes commis et les désastres économiques produits en son nom. Les sociétés démocratiques n'ont pas trouvé le moyen de satisfaire cet idéal⁴³.

Le débat récurrent sur le terrorisme international (notion vague, atemporelle et fourre-tout⁴⁴) s'avère incapable de souder les intérêts de tous aux intérêts américains et comporte un risque de régression intellectuelle. Il faut prendre garde à ne pas laisser croire, au nom du consensus face à la violence, que la seule violence admissible serait celle des États, quels qu'ils soient. Le terrorisme n'est qu'une technique, il ne faut pas chercher sa signification profonde (politique) hors du temps et de l'espace. Walter Benjamin, lecteur de Sorel, a laissé depuis les années 1920 une critique lucide de la double violence, celle qui fonde et celle qui conserve le droit (*Réflexions sur la violence*), face auquel l'individu ne fait pas le poids. La conservation violente du droit par un État représente, elle, un danger plus fort pour la démocratie que les techniques et les méthodes des projets politiques qui lui sont étrangers. Comment accepter, alors, qu'un État, fût-il le premier parce que le plus riche, veuille s'auto-ériger en héraut d'un Droit qui n'est que *son* droit, c'est-à-dire, le droit du plus fort ? En outre, les principes démocratiques dont il se réclame ne sont pas applicables automatiquement au reste du globe sauf sous la *fiction* qui consiste à s'invoquer comme universel sans cesse. La base socioéconomique qui permet la démocratie aux États-Unis n'existe pas en Somalie, par exemple, ou revêt des formes différentes en Belgique. Les formes de propriété agraire du Middel West correspondent à des groupes politiques et à une pratique qui n'ont rien à voir, ou peu de chose, avec la propriété agricole galicienne, sicilienne ou sénégalaise. Prétendre que de telles structures se fondent sur les Droits de l'Homme et qu'elles sont valables *pour toute société* relève de la chimère. Par une miraculeuse coïncidence, ce qu'on énonce comme droits de l'homme, ne se trouve correspondre qu'avec les droits de certains hommes américains ou européens... Que la *création universelle* d'une démocratie libérale doive reposer sur un déséquilibre fondamental, à savoir sur la coexistence de blocs de pays d'une extrême richesse et d'une extrême pauvreté, ne démontrerait-il pas l'impossibilité de faire converger les intérêts des privilégiés (propriétaires) et ceux des démunis de presque tout ?

Les Européens ne peuvent pas superposer simplement leurs organisations politiques démocratiques à un régime économique planétaire, qui dévasterait leur tissu social pour n'y laisser intacte qu'une *illusion d'égalité* générale, qui n'aurait que faire de la réalité massive de sociétés fortement inégalitaires, sauf à accepter sans critique les arguties idéologiques que ce pouvoir planétaire secrète sur les droits universels inéluctablement reconnus dès qu'il impose le sien, fondamentalement économique.

L'État-nation classique était, par sa naissance, lié à « l'intérêt général », et il fut vite assimilé au « bien-être de la Nation », superstructure imposée aux systèmes traditionnels de gestion des affaires (droits coutumiers), imposant l'unité juridique et monétaire grâce auxquelles de nouvelles forces productrices se sont développées de façon imparable. Au cours du XIX^e siècle prendra corps la métaphore saint-simonienne mettant en parallèle le bien-être national et celui de la classe industrielle (« les abeilles ») dans un appareil fortement centralisé qui deviendra modèle en Europe et

⁴³ Nagel, Thomas, *Égalité et partialité*, Paris, PUF « Philosophie morale », 1994, p. 4

⁴⁴ Malgré les difficultés en vue d'obtenir une définition, un rapport de novembre 2002 de la Sixième Commission des Nations Unies en a fourni une : *Les actes criminels faits ou calculés pour provoquer un état de terreur dans le grand public, un groupe de personnes ou chez des personnes en particulier pour des raisons politiques sont en toutes circonstances injustifiables, quelles que soient les raisons de nature politique, philosophique, idéologique, raciale, ethnique, religieuse ou autre employées pour les justifier.*

dans le monde. Kropotkine a été l'un des premiers à dénoncer⁴⁵ l'imposition par la force de ce modèle au nom des «lois » de l'économie. Mais, en fait, les liens étroits entre l'État, son appareil administratif et le processus d'industrialisation, le tout attaché à l'idée d'égalité, de démocratie et de *progrès*, à l'opposé du *despotisme*, ont été tissés bien avant⁴⁶. Ces liens se sont renforcés à l'époque où il fallait un énorme effort de coercition pour l'exploitation des ressources naturelles au rythme abusif d'une productivité sans limites et sont presque arrivés à la perfection sous le modèle militariste et bonapartiste, toujours défini autour de l'intérêt national. Intérêt que le jeune Comte avait déjà concrétisé dans la représentation autoritaire du gouvernement comme « chef de la société » et moteur privilégié du *progrès*, puisque :

*toutes les relations sociales, soit particulières, soit générales, sont franchement et complètement militaires. La société a pour but d'activité, unique et permanent, la conquête. Il n'y a d'industrie que ce qui est indispensable pour l'existence de l'espèce humaine. L'esclavage pur et simple des producteurs est la principale institution*⁴⁷.

Nous vivons toujours sous l'effet du délire de la croissance ininterrompue au prix de bouleversements économiques et sociaux sans une redistribution équitable. La fameuse prospérité de l'économie occidentale actuelle se fait au prix d'un gaspillage irréversible de l'environnement qui constitue un *capital* commun accumulé depuis des milliards d'années. Toute la planète ne pourrait pas vivre sur ce modèle économique qui implique la destruction de ressources non renouvelables, la multiplication des polluants, le réchauffement de la planète... Or, c'est ce que veut le gouvernement planétaire (*de facto*) qui considère ses ennemis comme des ennemis publics, dangereux pour la survie de l'humanité.

Au cours de ce dernier demi-siècle l'Europe a réussi un développement sans précédent grâce à l'installation d'industries polluantes et au bétonnage presque complet de ses littoraux sans oublier la présence des bases américaines sur plusieurs nations de son territoire (et tout cela, malgré la contestation d'une opinion publique hostile). Le tournant définitif, avec le passage d'une société agricole à une autre fortement industrialisée, eut lieu vers la fin des années soixante, contemporaine aux premiers pas vers la société globale, à fort développement des télécommunications. Les dernières années du siècle, apparaît avec force une sensibilité nouvelle, l'écologisme, contre l'État déprédateur. Ses propositions ont en vue l'amélioration des rapports entre l'homme, la société et l'environnement partant, avant même de voir naître l'Écologie comme domaine de recherche scientifique, des aspirations anarchistes vieilles de plus d'un siècle, des théoriciens tels que Fourier, Cabet, Kropotkine ou Élysée Reclus⁴⁸.

⁴⁵ Kropotkine, Pierre, *L'Entraide. Un facteur de l'évolution*, Écosociété Éditions, 2001.

⁴⁶ Cf. surtout Tocqueville, Alexis de, *De la démocratie en Amérique*, II, Paris, Flammarion, 1993.

⁴⁷ Comte, Auguste, *Plan des travaux scientifiques nécessaires pour réorganiser la société*, mai 1822, in <http://membres.lycos.fr/clotilde/etexts/opuscule/plan1.htm>.

⁴⁸ Le grand savant anarchiste signalait, bien avant James Lovelock (Cf. *La Terre est un être vivant. L'hypothèse Gaïa*, Paris, Le Rocher, « L'Esprit et la matière », 1990 ; *Gaïa. Une médecine pour la planète*, Paris, Sang de la Terre « Guide pratique, 2001 [2e édition]), dans son classique *L'Homme et la Terre* (Paris, Librairie Universelle, 1905-1908, 6 vols.), que la Terre doit être conçue et soignée comme un corps vivant dont dépend notre existence même. La ligne de critique radicale, qui ne serait pas sans déplaire au savant de Sainte-Foy-la-Grande par ses vues anti-étatiques, a été suivie par Dominique Simonet (in *L'Écologisme*, Paris, PUF, 1979), dénonçant l'appropriation par l'État de la Nature et des biens et des espaces qu'on appelle *publics* et sa suite inévitable : fortes mobilisations des secteurs qui ne sont pas dupes de l'amalgame que les grands groupes industriels font de leurs intérêts et de *l'intérêt national* ou *public*. Les courants actuels pour un développement durable ou éco-développement partent d'une triple instance : le développement autocentré (autosuffisance et autoassistance), la protection des

Le développement technologique a provoqué une augmentation des revenus capable d'assurer le maintien du rythme de consommation occidentale de manière durable. Les transferts de capital, dérivés en grande partie des placements des avoirs des fonds de pensions américains sur les marchés boursiers, représentaient à la fin des années 1990 à peu près 30% du PNB des pays occidentaux dans leur ensemble. Ceci explique que le crack boursier de Wall Street en 1987 n'a pas pu provoquer une crise semblable à celle de 1929. En revanche, en 2003, on considère trop coûteux l'ensemble des dépenses permettant de faire face aux besoins sociaux et les emplois dans le tertiaire (fonction publique, banque et finances, emplois de bureau) se fragilisent sans relâche. Cette économie mondiale qui prospère sans discontinuer n'est pas capable de soutenir une majorité de pays enlisés dans la misère pour qui une adaptation de leur économie traditionnelle au marché mondial, qui joue à l'unisson des États-Unis, relève de la gageure intenable. D'après la logique du marché mondial, il n'y a pas de raison pour que la France ne sacrifie pas son agriculture ou l'Espagne le secteur de la pêche ou que la réalisation mondiale des films ou des séries télé ne soit pas faite à Hollywood ou à Mexico DF, si le coût de production comparé le réclame.

Le coût social et, avec lui, les cataclysmes politiques prévisibles de l'application aveugle partout des lois du marché laissent les grands de ce monde parfaitement froids. Le marché sans limites n'est pas à même de résoudre les problèmes de développement à échelle de la planète : comment pourrait-on, même le cerveau le plus éclairé en économie que l'on puisse imaginer, concilier le choix des plus grands groupes industriels ou financiers, toujours et nécessairement orientés vers le profit (ce qui implique compression de main d'œuvre, fiscalité favorable, etc.) avec la sauvegarde d'un certain nombre d'acquis sociaux qui demandent des investissements colossaux (infrastructures, emploi, logement, école, sécurité sociale ...) ni même avec la garantie d'un minimum vital digne de ce nom ?

La mondialisation ne peut qu'accentuer la tendance à l'américanisation en affaiblissant les frontières de toute sorte (y compris mentales) face à ce que désormais est considéré par les intellectuels officiels comme le système de création de richesse le plus effectif que l'humanité ait pu imaginer. Le prix coûtant d'un tel système n'est même pas pris en considération. Et pourtant le problème du monde actuel n'est pas la production de richesse mais sa redistribution équitable au bénéfice de ses habitants, sauf si on fait partie de ceux qui pensent qu'un quart de l'humanité a parfaitement droit à l'existence, avec toutes les nuances imaginables entre l'emploi durable et la plus grande fortune, et les trois quarts restants à crever de faim à jamais. La Banque Mondiale et le FMI, avec le soutien américain, n'encouragent qu'une orthodoxie de marché (entreprise privée et « libre commerce » mondial), ce qui sert d'abord son propre intérêt.

La classe politique professionnelle, les journalistes et autres agents et groupes de pression divers prennent toute la place sur une scène de plus en plus désertée par l'action libre des citoyens libres. Avec la professionnalisation de la politique, les profanes (« l'homme de la rue ») ainsi que les syndicats et forces traditionnellement associées à l'action politique doivent quitter le terrain.

L'économie moderne dominée par l'Amérique apparaît comme un ordre unique face auquel ni la culture, ni le social ni la politique ne peuvent pratiquement rien⁴⁹. Aux dires de R. Fossaert :

besoins particuliers et collectifs, la « prudence écologique » dans le sens d'une recherche d'harmonie avec la nature... (Sachs, Ignacy, *L'Écodéveloppement. Stratégies pour le XXI^e siècle*, Paris, Syros « Alternatives Économiques Poche », 1998).

⁴⁹ Sauf qu'il est vulnérable à des formes exaspérées de violence comme les attentats du 11 septembre 2001 l'ont démontré.

aujourd'hui, le système mondial est d'extension planétaire, comme ses prédécesseurs immédiats, mais il est particularisé par l'implosion de l'URSS, la débandade des partis qui se réclamaient d'elle, l'anémie mortelle des idéologies ?communistes?. Les conséquences de cette novation se déploient dans et hors les sociétés étatiques-socialistes, ce qui n'a rien de surprenant : tout système mondial est une structure mobile, un faisceau de relations sociales en perpétuel devenir. La disparition des isolats ?socialistes? accentue l'effet de la décolonisation qui avait, antérieurement, supprimé les ?chasses gardées? impériales. Même si quelques séquelles de l'époque coloniale ou des protections ?socialistes? tardent à se résorber, l'accumulation capitaliste s'opère désormais dans un espace mondial quasi illimité⁵⁰.

Suivant la même logique qui a converti en marchandises la terre et la force de travail, la lubie de ce capitalisme, c'est de convertir en marchandise toute forme de service public (santé, poste, enseignement, etc.). Le marché commun mondial résulte de l'activité des firmes multinationales (parce qu'elles opèrent partout) qui se font et se défont en ignorant les frontières politiques des États. Cette nouvelle manière de fonctionner qui provoque des résistances et des réticences chez les exclus et les délaissés considère les ensembles étatiques classiques comme autant d'obstacles retardataires du progrès mondial, confondu avec les contours du marché délimités par l'intérêt américain.

L'État traditionnel ne peut assurer, à lui tout seul, ni sa souveraineté (espace, aéronautique, nucléaire, armements, etc.), ni des politiques propres spécifiques (sécurité sociale, droit du travail, enseignement, etc.) ni même des compromis d'intérêt réciproque (criminalité, pollution, bioéthique, etc.). Les formes civiles internationales d'intervention dans les affaires publiques connues sous l'appellation d'ONG ne sont pas capables d'aller au-delà du réformisme. Elles ne peuvent que faire pression⁵¹ sans mettre en difficulté réelle ou en danger la circulation inconditionnelle des capitaux vers les gigantesques organismes bancaires américains. La superpuissance américaine est présente partout dans le monde à travers ses ambassades, ses bases militaires, ses alliances (OTAN), ses organismes d'espionnage et de déstabilisation (CIA), etc. À quoi il faut ajouter d'autres organismes divers d'aide humanitaire, éducative ou médiatique. Au sommet, le Conseil National de Sécurité (diplomates, militaires, espions, politiques) s'occupe de coordonner tout cela à l'échelle de la planète. Cette forme étatique mondiale voulant défendre et élargir sa zone d'intérêt est incompatible avec les formes traditionnelles d'organisation étatique qu'elles soient d'efficacité nulle comme en Afrique, résultat d'une colonisation dramatique et d'une décolonisation encore plus traumatisante, ou d'une tradition de solidité dans le pillage et l'expérience impérialiste – comme l'Angleterre ou la France, à une échelle mineure.

La suprématie est aussi *culturelle*⁵², des salles de cinéma (Hollywood), aux écrans de télé, de la production musicale à la conversion en marchandise banale de la plupart des produits culturels (arts, sciences, lettres). Les timides barrières de résistance d'une *exception culturelle* n'échappent pas aux sarcasmes des complices et à la suffisance d'un universalisme grassement payé.

Conclusion.

Au début de ce XXI^e siècle la tendance historique présente un renouveau qui, à la différence d'autres fins et débuts de siècle en général jusqu'à présent, s'exprime plus

⁵⁰ Fossaert, Robert, « Le système mondial, vu des débuts du XXI^e siècle », in *Hérodote* n° 108, p. 19.

⁵¹ Notamment sur le FMI ou l'Organisation Mondiale du Commerce, elles-mêmes soumises à l'influence de la banque centrale américaine, le Federal Reserve Board.

⁵² L'américanisation de la vie quotidienne inclut des usages alimentaires, vestimentaires et touristiques qui, dans l'uniformisation qu'ils impliquent, ne sont pas sans éroder les usages, les rites et les mœurs de chaque pays sans arriver pourtant à imposer totalement le mode de vie américain.

en termes commerciaux que spirituels. Si l'on examine la vitesse des changements avec laquelle les relations sociales basées sur l'idée de réciprocité ou d'obligation mutuelle se voient remplacées par des valeurs de marché (un véritable culte de la marchandise et de la consommation) on se dit que les vieilles horreurs dénoncées il y a deux siècles qui poussèrent les réformateurs sociaux à stigmatiser le capitalisme ne sont peut-être plus les mêmes, mais elles ont néanmoins la vie dure. Si l'Histoire ne s'est pas déroulée comme les philosophes libéraux et marxistes l'avaient prévu, elle a également déçu les espoirs des penseurs et des intellectuels de tout bord. La résurgence du fondamentalisme religieux et nationaliste surprendrait et épouvanterait l'optimisme scientifique d'Engels. Proudhon, défenseur du mutualisme, ne serait pas moins consterné par la dérive des actuelles mutuelles, à l'origine, organes d'aide à la classe ouvrière, transformées en organismes bancaires capitalistes.

La situation en plusieurs points du monde est terrifiante : les nantis se barricadent dans un monde contrôlé par des armées privées de gardes de sécurité et les ghettos des défavorisés sont dominés par des voyous locaux et les barons de la drogue. Sans le développement de l'action communautaire (groupes d'entraide, banques d'aliments, syndicats de crédit, etc.) la catastrophe menace des continents entiers. La tâche face à l'individualisme du pouvoir antisocial est de convaincre les jeunes de l'importance de l'action sociale et du pouvoir effectif de la communauté.

Le principal problème des opposants à la mondialisation est néanmoins que beaucoup d'entre eux ne perçoivent pas le poids de l'État. Un combat victorieux en faveur d'une véritable démocratie populaire pourrait le libérer de la mainmise des intérêts commerciaux et financiers, et en faire un agent essentiel de la promotion d'intérêts sociaux au sens large. Au lieu de cela, de nombreuses ONG comptent sur la société civile, alors qu'elle ne peut se substituer à l'État en tant que instance politique. La lutte contre la mondialisation est essentiellement une lutte en faveur de la démocratie sociale : l'État ne peut être court-circuité, il doit devenir un allié.

Un de ses ennemis déclarés, Bakounine, résumait clairement, dans ses disputes avec Marx, le défi des temps modernes par son affirmation, célèbre dès les années 1870 et toujours acceptable aujourd'hui, que la démocratie sans le socialisme est un privilège et une injustice et que le socialisme sans la démocratie, l'esclavage et la brutalité.

Bibliographie

- Bourdieu, Pierre, *Sur la télévision*, Paris, Liber « Raisons d'agir », 1996.
- Bruneteaux, Patrick, *Maintenir l'ordre. Les transformations de la violence de l'État en régime démocratique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.
- Castoriadis, Cornélius, « L'Idée de révolution a-t-elle encore un sens ? », in *Le Débat*, novembre 1989, pp. 213-224.
- Chomsky, Noam, *La Loi du plus fort - Mise au pas des États voyous*, Paris, Le Serpent à plumes, 2002.
- De Jouvenel, Bertrand, *Les débuts de l'État moderne*, Paris, Fayard, 1976 ; *La civilisation de la puissance*, Paris, Fayard, 2002.
- Deleule, Didier, « Libéralisme », in *Dictionnaire européen des Lumières*, Michel Delon éditeur, Paris, PUF, 1997.
- Duménil, Gérard & Lévy, Dominique, *Économie marxiste du capitalisme*, Paris, La Découverte « Repères », 2003.
- Fossaert, Robert, « Le système mondial, vu des débuts du XXI^e siècle », in *Hérodote*, n° 109, Paris, La Découverte, 2003, pp. 7-42.

- Fromm, Eric, *La conception de l'homme chez Marx*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1977.
- Gluck, Carol, « 11 septembre. Guerre et télévision au XXI^e siècle », in *Annales*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, janvier-février 2003, pp. 135-162.
- Guénaire, Michel, « La *Comon Law* ou l'avenir d'une justice sans code », in *Le Débat* n° 115 mai-août 2001, pp.49-54.
- Gustavo Bueno, *España frente a Europa*, Barcelona, Alba editorial, 1999.
- Humboldt, Wilhelm von, *Sur le caractère national des langues*, Paris, Seuil, 2000.
- Jauvert, Vincent, *L'Amérique contre de Gaulle, Histoire secrète 1961-1969*, Paris, Seuil, 1998.
- Kropotkine, Pierre, *L'Entraide. Un facteur de l'évolution*, Écosociété Éditions, 2001.
- Lacoste, Yves, « Mondialisation et géopolitique », in *Hérodote* n° 109, Paris, La Découverte, 2003, pp. 3-6.
- Lénine, *La maladie infantile du communisme*, Paris, UGE 10/18, 1962.
- Le Roy, Étienne & Von Trotha, Trutz (sous la direction de), *La violence et l'État. Formes et évolution d'un monopole*, textes rassemblés et présentés par Jacques Lombard, Paris, L'Harmattan, 1991.
- Lovelock, James, *La Terre est un être vivant. L'hypothèse Gaïa*, Paris, Le Rocher, « L'Esprit et la matière », 1990 ; *Gaïa. Une médecine pour la planète*, Paris, Sang de la Terre « Guide pratique, 2001 [2^e édition],
- Marx, Karl, *Critique du programme de Gotha*, in <http://www.marxists.org/>.
- Mattelart, Armand, *Histoire de l'utopie planétaire. De la cité planétaire à la société globale*, Paris, La Découverte, 1999.
- Morris-Suzuki, Tessa, « Le missile et la souris. Mouvements virtuels pour la paix dans un âge de terreur », in *Annales*, Paris, Éd. de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, janvier-février 2003, pp. 163-168.
- Nagel, Thomas, *Égalité et partialité*, Paris, PUF « Philosophie morale », 1994.
- Noguez, Dominique, « C comme crise du français », in Cerquiglini, Bernard - Corbeil, Jean-Claude - Klinkenberg, Jean-Marie - Peeters, Benoît, *Tu parles !? Le français dans tous ses états*, Paris, Flammarion, 2000, pp. 40-48.
- Nouschi, Marc, *Le XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 1999.
« Q.I., q.c.m. pour les cons », *R de réel* n° 17, pp. 16-19.
- Raynaud, Philippe, « Libéralisme », in *Dictionnaire de philosophie politique*, Raynaud, Ph. & Rials, S., éditeurs, Paris, PUF, 1996.
- Reclus, Élisée, *L'Homme et la Terre*, Paris, Librairie Universelle, 1905-1908. 6 vols).
- Russbach, Olivier, *ONU contre ONU*, Paris, La Découverte, 1994.
- Sachs, Ignacy, *L'Écodéveloppement. Stratégies pour le XXI^e siècle*, Paris, Syros « Alternatives Économiques Poche », 1998.
- Simonet, D., *L'Écologisme*, Paris, PUF, 1979.
- Tocqueville, Alexis de, *De la démocratie en Amérique*, II, Paris, Flammarion, 1993.
- Todd, Emmanuel, *L'illusion économique. Essai sur la stagnation des sociétés développées*, Paris, Gallimard, 1998.
- Ward, Colin, « L'Anarchisme au XXI^e siècle », in *L'Homme et la Société*, n° 123-124, janvier-juin 1997, pp. 7-15.